

INTERVENTION DE MARC PRÉVÔTEL AU XIVème CONGRÈS DE LA C.G.T. F.O.

Camarades,

A l'occasion de ce congrès confédéral, les camarades du syndicat auquel j'appartiens m'ont mandaté pour approuver le rapport d'activité.

Ce n'est pas qu'ils soient satisfaits à 100% de toutes les décisions prises par la confédération depuis trois ans, mais parce que la ligne suivie leur a paru satisfaisante dans l'ensemble.

Dans le contexte de la crise, nous savons que le patronat et l'Etat ont intérêt à créer un climat de consensus qui ne peut passer que par une unicité syndicale de fait des appareils des trois confédérations.

Nous observons, et cela ne nous étonne pas, que la C.F.D.T., sous une apparence de révolutionnaire de papier et de discours, n'abandonne pas ce pourquoi elle existe depuis 1919: favoriser la mise en place d'une société néocorporatiste «d'harmonie entre les classes sociales», donc fondamentalement réactionnaire, qu'elle présente sous les étiquettes hypocrites, soigneusement étudiées, d'autogestion, de planification démocratique, de conseils d'atelier et de soi-disant «expression des travailleurs dans l'entreprise».

Non, nous ne sommes pas étonnés de voir la C.F.D.T. continuer avec ténacité à pousser ses pions, à mener une politique conduisant les syndicats à leur intégration aux entreprises et à l'Etat, ce qui doit permettre leur destruction en tant qu'organisation de classe ces travailleurs salariés.

Ce faisant, et quoi qu'elle en dise, la C.F.D.T. applique les directives qu'un cabotin talentueux et roublard, un supercuré de choc, je veux dire monsieur Karol Wojtyla, est venu leur rappeler à Paris même il y a un peu moins de trois semaines.

Quant à la C.G.T., Bergeron l'a rappelé justement, elle applique les consignes du Kremlin qui, pour le moment, estime ne pas avoir intérêt à déstabiliser l'Europe occidentale à laquelle il emprunte massivement capitaux et technologie.

La situation étant celle-là, on comprend alors les pressions dont sont l'objet des militants de la C.G.T.F.O., de la base au bureau confédéral, sous n'importe quels prétextes, car - pour le moment et il faut que cela continue - c'est la C.G.T.F.O. qui bloque le processus tendant à l'unicité, à ce consensus dont le patronat et l'Etat ont impérativement besoin.

Et nous avons remarqué, ces derniers mois, que cette unicité s'est parfois réalisée, par exemple à l'occasion de l'accord unanime modifiant, dans le sens de la diminution, les allocations de chômage, par exemple aussi à l'occasion de l'apparition conjointe à la télévision des trois secrétaires généraux des grandes confédérations.

Par rapport aux positions prises par ailleurs, nous voulons bien admettre qu'il s'agit de couacs sans lendemain dans l'exécution d'une partition qui continue d'être globalement correcte.

Car nous approuvons les décisions prises par les derniers C.C.N. sur les négociations avec le C.N.P.F. concernant la durée du travail ainsi que sur l'appel du pied de la C.F.D.T. il y a environ six mois.

Sur ce qui n'est en fait qu'une revendication patronale d'augmenter le temps de travail des salariés ayant un emploi, d'autres camarades ont déjà exposé ou vont exposer ce qu'il en est. Il est nécessaire, malgré les magouilles de la C.F.D.T. dans les salons patronaux, que la confédération maintienne la position ferme adoptée dès que la C.N.P.F. a posé ses «revendications». Il ne peut être question de se laisser abuser par le rapport Giraudet qui reprend, sous une forme plus habile, l'essentiel des desiderata du patronat.

Sur les rapports avec la C.F.D.T., j'ai déjà dit ce que continue d'être cette organisation, mais je le répète: la C.F.D.T. représente, pour le mouvement ouvrier, un cheval de Troie de la réaction néocorporatiste... et elle a des homologues dans ce qu'il est convenu de considérer comme la gauche politique.

Il est tout de même remarquable que les soi-disantes revendications que la C.F.D.T. nous proposait de défendre en commun fin 1979 ont été en partie reprises au cours du dernier week-end, dans cette même ville de Bordeaux, par le Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprise. Soyons certains que dieu - ou le diable - y reconnaît les siens.

Nous approuvons aussi pleinement les positions de la confédération sur le nucléaire qui doivent être rappelées au moment où Giraud, ce sinistre, est en train de faire voter un texte scélérat qui remet en cause le droit de grève des travailleurs de cette industrie.

La sécurité des populations passe par celle des travailleurs, et la sécurité des travailleurs du nucléaire passe notamment par la négociation d'une convention collective nationale de l'industrie nucléaire pour les entreprises de cette branche non soumise à un statut.

Pour le moment, et comme d'habitude, l'Etat, par l'intermédiaire de son valet Giraud, s'appuie sur les fanatiques de tous bords pour choisir la répression plutôt que la négociation.

A côté de tout cela, les quelques défauts qu'on peut trouver au compromis intervenu à la Sécurité Sociale, dans la convention avec les médecins, sont de peu de poids. Mais ils servent de prétexte à ceux dont l'objectif est l'unicité syndicale. C'est pourquoi nous approuvons nos camarades de la Fédéchimie quand ils se demandent s'il est possible de guérir les médecins de leur tête en porte-feuille.

En conclusion: approbation du rapport d'activité pour les positions défendues fermement par la confédération:

- sur le nucléaire,*
- sur les relations avec la C.F.D.T.,*
- sur la négociation concernant le temps de travail,*
- pour le refus de paraître au cirque de monsieur Wojtyla.*

C'est-à-dire, car tout en découle, approbation pour le maintien de l'indépendance de notre organisation de classe à l'égard de l'Etat, du patronat, des églises et des partis...

Mais cette approbation n'est pas un chèque en blanc. Il est nécessaire que ces positions soient maintenues à l'avenir, donc qu'elles apparaissent dans les résolutions qui seront adoptées par ce congrès.

Non à l'unicité syndicale!
